

12 Avril 2020

Bonnes feuilles

Numéro 12



**LES BANQUES SONT DES MIROIRS...
DES CONTRADICTIONS DE NOTRE SOCIÉTÉ**

Par Jean-Louis Chambon
Président fondateur du Cercle Turgot
Auteur



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers

Les Banques sont des miroirs... Des contradictions de notre société



Jean-Louis Chambon
Président fondateur du Cercle Turgot,
Président du FNCD
Auteur

Comme à chaque crise, le procès «des Banques» s'instruit sur la place publique, à grand renfort médiatique de débats des nouveaux Saint-JUST :

Ceux de la Classe Politique qui en « même temps » appellent à leur solidarité et se servent d'elles sans vergogne comme écran de fumée pour masquer leurs propres responsabilités.

Tout autant de gémissements, du côté des syndicalistes autoproclamés en « autorité morale » à défaut de légitimité démocratique, aux mots jamais assez durs contre les «...spéculateur...», ils oublient ainsi au passage qu'avec les taux d'intérêts négatifs et la réglementation européenne spoliatrice, le système bancaire français est le moins rentable du monde jusqu'à décider de grands réseaux (HSBC) et leurs actionnaires à quitter l'hexagone...

Demain, il faudra bien que le consommateur paie enfin le vrai prix des services de l'Industrie bancaire, (réseaux sécurisés, traitement des chèques, distributeurs de billets, sécurités monétaires etc) dont les coûts trop longtemps masqués par l'aubaine de la « transformation » (des dépôts des clients en crédits) ont été minimisés par les autorités politiques en toute démagogie.

L'autre grande obsession syndicale, partagée par « les populistes de tous poils » est la haine des actionnaires et de leurs dividendes.

Certains, se croient investis d'un pouvoir de recommandation de bonne gouvernance aux « grands groupes » comme s'ils pouvaient avancer à coté de leur « métier de permanent syndicaliste » la moindre expérience réussie dans la gestion et la gouvernance du secteur productif... (alors que que 97 % des salariés du secteur privé ne leur font pas confiance !!!). Au passage, ils tirent contre leur « propre camp », car c' est bien dans les grands groupes que l'actionariat salarié est le plus développé.

De surcroit ils méconnaissent la réalité du partage de la valeur par le secteur productif :

- 91 %** pour « les Parties Prenantes » (71 % pour les Salariés , 20 % pour l'Etat) et la plus petite part... 9 % pour les Actionnaires ... qui en sont, il faut le rappeler, les « Propriétaires », droit sacré constitutionnellement (** étude de L'Institut MOLINARI août 2018)...



Que peut nous dire un tel consensus dans un pays où tous débats économiques ne peuvent s'appuyer que sur des dogmes, des croyances et déclenchent controverses et passions.

La première piste de réponse est historique : une culture nationale « d'héritage révolutionnaire » : contre les bourgeois, les riches, les instruments de leur pouvoir, « l'argent et les banques » :

Si on ajoute à cela 50 ans de doctrine économique universitaire majoritairement d'inspiration marxiste dont il résulte une inculture économique de la société civile assez terrifiante, on comprend le

retour de cette tentation du bouc émissaire qui frappe les Banques.

Mais à bien y regarder, les banques françaises n'ont rien à se reprocher qui puisse justifier ces propos haineux, et cette volonté « de les mettre au pas », ou sous tutelle ;

Victimes de la crise mondiale de 2008, elles ont été, d'abord taxées à travers le soutien à leur trésorerie à hauteur de 2 milliards d'euros ce qui est un comble :

Sauf exception, pour quelques établissements, elles n'ont enregistré que des dégâts collatéraux du système installé par les dérives des banques Anglo-saxonnes (subprimes et autres toxicités), d'ailleurs elles sont sorties renforcées relativement à leurs consoeurs Anglo-saxonnes de la première crise : quant à la crise de la dette, peut-on sans être ignorant ou totalement hypocrite, leur reprocher d'avoir donné la priorité à leur mission première de financement de l'économie, en répondant aux demandes insistantes de financement des Etats européens (ayant passé les stress test de l'entrée à l'Europe,).

Que l'on sache que les Etats sont des acteurs majeurs de l'économie, dirigés en principe par des hommes politiques responsables et démocratiquement élus en charge des finances publiques et de la dette : la faute à qui si aujourd'hui ces pays sont en situation de grande fragilité ?

Puis, se fut le tour des « régulateurs européens » de faire valoir sur le dos des banques, leurs interprétations hasardeuses « anti crise systémique » : plus de fonds propres, plus de règles, plus de normes, ..las, ces experts sont en retard d'une guerre de la finance : aujourd'hui « les Shadow-banque », les fonds apatrides, hedge funds, installés dans des paradis fiscaux, etc... (c'est à dire l'ensemble des acteurs qui échappent au périmètre « repérable et régulable » constitué par les banques et établissements financiers dépendant d'un cadre institutionnel) pèsent dix fois le Pib américain !!!

C'est-à-dire des volumes considérables « totalement décorellés des mesures de contrôles classiques, et qui bien souvent se nourrissent des trous noirs que crée une régulation partielle et donc improductive.

Tel est donc ce qui se cache derrière ce déni

« politique » de réalité : une crise de solvabilité des ETATS du monde occidental dont les banques sont à la fois les victimes et les boucs émissaires, dans ce sens les banques sont des miroirs de la Société et du temps dans laquelle elles évoluent :

- Les miroirs d'une forme de décadence intellectuelle et morale, venue d'abord du monde Anglo-Saxon, copiée partiellement par le reste du monde, qui a laissé par complicité objective d'intérêt, ses places financières, Wall Street et la City, échapper à tout contrôle, avec des instruments, les bonus, et des acteurs « deus ex machina », les traders, exacerbant la cupidité et les visions court-termistes.

- Les miroirs aussi d'une pathologie du politique, qui par ses indécisions, ses atermoiements, et son insuffisance de courage moral à alimenter la crise de solvabilité des Etats, en entretenant l'inquiétude des marchés, et en s'évertuant en toute hypocrisie, à laisser croire à l'opinion, déjà largement dogmatiquement convaincue, que la crise de la dette vient de l'action des banques,

- Les miroirs enfin de l'absence de mémoire de nos dirigeants qui avec une tendance masochiste aggravée, ressortent toujours les vieilles recettes, pourtant usées par l'Histoire jusqu'à la corde (qui, espérons le, comme le prétendait Marx, ne servira pas à les pendre !):

- Plus de contrôles et plus d'ETAT.

On voit mal comment il pourrait en aller autrement de ce qui hier a fait naître les plus belles Berezina financières sous la direction et le contrôle des représentants de l'Etat ou issus de « l'école » de l'administration : le crédit lyonnais et Dexia, (avec des exigences de rémunérations annexes qui, n'ont rien eu à envier aux pires pratiques du secteur privé. ».

Les tenants du « capitalisme totalitaire », versus national, dont la CHINE est le grand champion, devraient avoir en tête cette autre réalité « les banques dans ce système consentent des prêts sur injonction du parti, lèsent les épargnants au profit des entreprises publiques... » voilà le modèle.

Aussi, serions nous bien inspirés de trouver des solutions plus démocratiques que la mise sous tutelle des banques françaises :

- Les banques sont des miroirs de la société dans laquelle elles s'insèrent en acteur central de l'économie :

- Il n'y a pas de pays prospères sans banques prospères, rentables et fortes, ce qui suppose des fonds propres importants donc des profits et des actionnaires, pas de dividendes pour rémunérer le risque de l'investissement... pas d'actionnaires !!!

Rien n'est plus contreproductif que la logique du bouc émissaire dans une stratégie de long terme : s'en prendre à son système bancaire dont la puissance est l'un des instruments de la souveraineté des Etats, c'est agir contre ses propres intérêts, c'est se tromper de guerre contre « l'ennemi invisible ». C'est-à-dire cette lâcheté collective qui consiste à passer « la patate chaude » aux prochaines générations : dettes, retraites, etc...

Le bouc émissaire selon la légende, était envoyé dans le désert pour expier les péchés du peuple : mais pour traverser les terres arides qui s'annoncent pour la prochaine décennie, là le risque serait de se laisser tenter par les « petits lapins sortis » du chapeau des adeptes de la baguette magique, dont les détracteurs des banques sont les premiers représentants.

CRITÈRES DE PRISE EN CHARGE 2020 DES PROFESSIONS

Dans la limite du budget de la profession.

		Modalités 2020
		<i>Validées au Conseil de Gestion du 21 novembre 2019</i>
Professions n'ayant pas accès à la trésorerie	Plafond annuel de prise en charge	1 400€
	Plafond journalier de prise en charge	350€
Professions ayant accès à la trésorerie	Plafond annuel de prise en charge	900€
	Plafond journalier de prise en charge	300€
	% d'accès à la trésorerie	150%
	Montant minimum d'accès à la trésorerie	120 000€

CCEF



Compagnie des Conseils
et Experts Financiers

6 avenue Mac Mahon - 75017 PARIS
ccef@ccef.net
Tél : 01 44 94 27 70 - Fax : 01 44 94 14 89
www.ccef.net